



| Les trois premiers ministres social-démocrates nordiques ont été élus en 2019. De droite à gauche: Antti Juhani Rinne, Premier ministre finlandais et chef du parti depuis 2014, Mette Frederiksen, Première ministre danoise, chef du parti depuis juin 2015 et Stefan Löfven, Premier ministre suédois, leader depuis 2012.

## HORIZONS ET LIGNES DE DÉMARCATIION:

# QUELS SONT LES CLIVAGES PERTINENTS POUR LES PROCHAINS COMBATS POLITIQUES ?

*par Ania Skrzypek*

Les années 1990 peuvent nous sembler déjà loin. Les images du soulèvement du syndicat polonais Solidarność et de la chute du mur de Berlin nous rappellent la transition au cours de laquelle les populations d'Europe centrale et orientale ont choisi le chemin de la démocratie et de la réunification avec l'Occident. Peu après, nous avons assisté à l'effervescence causée par les victoires électorales de Tony Blair, Gerhard Schröder et Lionel Jospin, qui ont donné le sentiment qu'un vent de progrès et de justice sociale soufflait sur l'Europe, avec la promesse de quelque chose de plus grand pour

le continent. Après des décennies de division et le projet néolibéral de Margaret Thatcher et Ronald Reagan, il s'agissait là d'une perspective remplie d'espoir.

Une génération plus tard, la social-démocratie est à la croisée des chemins – en partie bloquée dans la nostalgie du passé, et en partie anxieuse d'apporter le moindre changement vecteur d'un avenir d'un nouveau genre. Il semblerait que les victoires et les échecs de la troisième voie soient encore à l'origine des principaux clivages dans le débat sur l'avenir du mouvement. Mais le contexte

a changé: nous ne sommes plus à l'époque où les victoires se concrétisaient par une conquête électorale solide de la gauche et du centre. À l'heure actuelle, l'électorat est volatil, les alliances sont mouvantes, et les prophéties sur la fin des idéologies pourraient bien s'être réalisées.

Alors que les citoyens dans les rues et ceux qui sont retournés en nombre aux urnes exigent des politiques différentes, les sociaux-démocrates doivent répondre à ces revendications. Ils devraient commencer par se débarrasser des ombres des débats

passés et rejeter certains concepts désuets et traditionnels. En ce sens, ils doivent accepter de se livrer à un nouveau genre de combat politique, où les horizons du possible ont changé et où les lignes de démarcation se sont dès lors déplacées.

Premièrement, l'évolution du contexte politique a son importance – et sans doute plus que jamais auparavant. Par le passé, les électeurs votaient pour le parti qui apportait des réponses à leurs questions ; ils étaient à la recherche d'un sentiment d'appartenance. Aujourd'hui, les citoyens n'ont jamais été aussi informés, et ils voient leur vote comme un investissement à court terme, accordant leur voix à ceux qui répondent à leurs préoccupations principales à un moment donné. L'accent est davantage mis sur l'action politique plutôt que sur les mouvements politiques bien établis. C'est ce qui explique la victoire du PS portugais en 2015: les citoyens cherchaient un moyen de mettre fin à l'austérité, et les sociaux-démocrates étaient le parti qui leur offrait cette perspective. La leçon que doivent en tirer les progressistes est qu'il faut se départir de la logique du parti attrape-tout pour se

concentrer sur des thèmes susceptibles de leur donner la victoire, élection après élection.

Deuxièmement, aucun parti – qu'il soit traditionnel ou récemment établi – ne semble plus maître d'une thématique par défaut. Les inégalités, par exemple, sont abordées dans les programmes des partis de l'ensemble du spectre politique. La manière et la logique sont parfois différentes, mais pas l'intérêt porté à ces enjeux. La prise de conscience croissante du changement climatique et les grèves étudiantes pour le climat organisées partout dans le monde chaque vendredi sont souvent avancées pour expliquer les récents succès engrangés par les écologistes. Ces rassemblements ont peut-être contribué à leurs bonnes performances, mais il y a une autre explication: les écologistes peuvent aussi être vus comme une autre option progressiste positive, qui est viable car elle fait déjà partie du système politique existant. Ils parviennent à incarner une politique d'un nouveau genre et à apporter une réponse à la crise environnementale, mais seulement lorsqu'aucun autre parti n'aborde de manière crédible les enjeux climatiques. Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), par exemple, a enregistré une victoire sans précédent après être parvenu à convaincre les électeurs qu'il était bel et bien le parti de la justice climatique, en plus d'être celui du progrès social égalitaire.

Troisièmement, les anciens concepts n'expliquent plus les interconnexions entre les communautés locales et l'attitude de la population à l'égard du reste du monde. Un fervent partisan de la solidarité internationale peut être un farouche opposant au modèle actuel d'accords commerciaux et voter pour le centre gauche. Un mondialiste peut être un patriote dévoué et soutenir l'État sous la forme d'un cadre qui collecte l'impôt et offre des opportunités et des soins au travers de politiques de protection sociale solides. Au Danemark, par exemple, les sociaux-démocrates ont fait des choix politiques qui en ont fait sourciller plus d'un dans le domaine des migrations, mais ils ont clairement braqué les projecteurs sur l'État-providence. En période de changement, il convient d'actualiser les concepts

d'internationalisme, de mondialisme et de patriotisme, entre autres, afin de pouvoir les intégrer dans le discours progressiste.

Ces trois observations – le contexte a son importance, personne n'est plus maître d'une thématique par défaut, et la nécessité d'actualiser les concepts – expliquent pourquoi, à une époque où la démocratie est remise en question, les progressistes doivent voir plus loin que les concepts traditionnels qui leur ont réussi par le passé et qui perdent en importance aujourd'hui. Mais alors, est-il toujours pertinent de parler d'idéologies et de clivage gauche-droite ?

Contre toute attente, la réponse à cette question est: oui, absolument ! Les clivages sociaux ont peut-être bougé, ils deviennent peut-être plus flous, mais les citoyens sont plus que jamais désireux de se trouver, directement ou indirectement, au cœur des décisions. C'est pourquoi ils recherchent des décideurs politiques qui les écoutent et qui n'y vont pas par quatre chemins. Authenticité et conscience morale sont des valeurs appréciées. C'est ainsi que les sociaux-démocrates sont parvenus à rebondir là où ils étaient en passe de disparaître. Pour peu qu'ils soient prêts à consolider une nouvelle définition du centre gauche, ils pourraient ressortir encore plus fort de cette période pour entrer dans l'ère post-post-vérité.

“

*Le contexte a son importance: aujourd'hui, les citoyens n'ont jamais été aussi informés, et ils voient leur vote comme un investissement à court terme, accordant leur voix à ceux qui répondent à leurs préoccupations principales à un moment donné.*

”



> AUTEUR

**Ania Skrzypek** est chargée de recherche principale à la FEPS.